

À qui la faute ?

Jacques-François BONALDI - 15 novembre 2015

L'effroi, l'horreur, la barbarie... Ces qualificatifs font florès dans les médias français (et étrangers) après les six attaques terroristes perpétrées à Paris dans la nuit du vendredi 13 (ont-ils choisi à dessein cette journée marquée, comme on le sait, de mauvais augure ?) novembre ? Oui, ces qualificatifs sont justes, indéniablement, et l'on ne saurait passer sous silence le drame vécu par les victimes et les familles directement touchées, compatir à leur douleur. Ceci dit, et qu'il faut dire, il serait trop facile d'en rester à ce que je considère une analyse sommaire et biaisée.

Qui, en France, au sein de la classe politique, de ce qu'on appelle maintenant d'un terme qui ne veut rien dire : la société civile, au sein des mouvements organisés (syndicats, partis, etc.) a, depuis maintenant cinq ans, cinq terribles et longues années, « compati » à la douleur des Syriens, qui vivent au quotidien l'effroi, l'horreur, la barbarie... Leur président, que les politiciens français vouent d'un bel unisson aux gémonies, vient, devant des députés français, de prononcer une phrase que tout le monde, si les œillères n'empêchaient pas de voir, devrait accepter comme une vérité douloureusement exacte : « *Paris a connu ce que nous, les Syriens, nous vivons depuis cinq ans* » !

Car le point de départ est bel et bien là. L'État islamique a « fleuri » sur le fumier entassé en Syrie par l'OTAN, en tout premier lieu, par la France et son soi-disant « tranquille » président, François Hollande, le principal boutefeu occidental, le plus fanatique va-t-en-guerre, celui qui a fait (et qui fait toujours) du renversement de Bachir el-Assad une question quasiment personnelle, tout autant son prédécesseur Sarkozy avec Kadhafi en Libye. Lui au moins avait des prétextes, guère avouables certes. Mais quels sont les motifs censément plus avouables de Hollande ? Les a-t-il jamais énoncés ? Pour quelles raisons lui et l'OTAN sont-ils allés

fomenteur de l'extérieur ce que la presse bien-pensante appelle maintenant une « guerre civile » ou, tout simplement, une « crise », et qu'un peu de bon sens permet de qualifier plus justement de « guerre importée » ? Je lis les grandes explications sociologiques du *Monde* sur la raison pour laquelle la France serait le pays que les djihadistes « aiment haïr ». Un article sans doute satisfaisant sur le plan intellectuel, mais qui, sur le plan politique, laisse dans l'ombre le fond même de la question : pourquoi et comment une organisation (il faudrait trouver un autre mot, bien entendu) terroriste a-t-elle pu surgir et surtout se développer avec une telle vitesse et, surtout encore, se doter en si peu de temps de moyens financiers, logistiques et militaires absolument inouïs qui feraient pâlir d'envie n'importe quelle autre ? Quand un « mouvement » terroriste arrive à s'emparer de territoires aussi grands que ceux qui sont tombés sous la coupe de l'État islamique (nous sommes là très loin du fameux « foco » des guérilleros latino-américains des années 60 et 70), à faire régner sa sinistre loi sur des régions entières, à s'emparer de puits de pétrole, à les faire fonctionner, à vendre leur pétrole sur on ne sait trop quels marchés, c'est, d'une part – comment en douter ? – qu'il bénéficie de très puissants appuis, et, de l'autre, qu'il répond aux attentes de certains États, de vrais États, eux, qui ont besoin de lui pour arriver à leurs propres fins.

Nul n'ignore les visées que s'étaient fixé les États-Unis au Moyen-Orient à l'époque des Bush père et fils – des visées que les administrations démocrates n'ont jamais cherché à infléchir, pas plus Clinton qu'Obama : elles apparaissent dans leur stratégie qui consistait en gros à « foutre le merdier » dans cette région du monde, à la balkaniser en entités inviables et invivables, d'une part, pour pouvoir continuer de dominer plus facilement un coin de la planète richissime en pétrole, d'autre part pour pouvoir mieux

« protéger » leur grand allié de la région, Israël. Sur ce plan-là, comme stratégie, c'est réussi, il faut bien le reconnaître. Que ce fût à la longue une stratégie foncièrement stupide crève autant les yeux. À plus forte raison quand, à cette stratégie imbécile sur le long terme, s'en est ajoutée une autre tout aussi stupide, issue du 11 septembre 2001 (un événement aussi « mystérieux » que l'assassinat de Kennedy en novembre 1963, et qui le restera encore très longtemps) : « faire la guerre » au terrorisme, menacer de bombarder une soixantaine de « trous perdus » du monde ! Comme si on pouvait liquider le terrorisme par des bombardements ou alors, en assassinant un par un les chefs les plus connus !

On a vu les conséquences de cette stratégie à la cow-boy en Irak, qui est précisément le fumier sur lequel ont commencé à bourgeonner, à fleurir puis à pousser dru et fort d'abord Al-Qaeda, et maintenant l'État islamique. Le bouillon de culture du terrorisme djihadiste tel que nous le connaissons aujourd'hui, avec ses terribles conséquences – parce qu'aucun mouvement précédent n'a jamais été doté de tels moyens de faire du mal – c'est, ne l'oublions pas, l'Iraq et la stratégie politique et militaire fondamentalement erronée de la Maison-Blanche et de son Pentagone.

Mais si l'on peut comprendre que la Maison-Blanche, dont la tradition n'a jamais été, au fond, que celle consistant à « rouler des mécaniques » et à régler les problèmes à coups de feu, comme si notre planète était un saloon du Far West, comme elle l'a fait depuis deux cents ans (sinon, demandez leur opinion aux Latino-Américains), bref, si la diplomatie étatsunienne se caractérise, encore et toujours, par son primitivisme, on a du mal à s'expliquer comment la France (j'entends : son gouvernement), dont la diplomatie a été, des siècles durant, symbole de subtilité, de capacité à analyser et à nuancer les problèmes, emboîte d'une manière si cavalière et si guillerette le pas des nouveaux maîtres du monde (qui le seront, certes, de moins en moins, mais qui le resteront aussi longtemps que l'Europe ne se dotera pas d'une politique internationale à elle) et les accompagne dans toutes leurs équipées. Sur ce point, le « suivisme » est de mise, qu'on se

revendique de la droite décomplexée à la Sarkozy ou de la gauche « nominale » : chacun y est allé de sa petite « proxy war ». Sarkozy a eu sa Libye, et Hollande a toujours (hélas) sa Syrie. Au moins, Chirac s'était fait un point d'honneur de ne pas accompagner Bush dans son aventure irakienne... Un beau moment d'indépendance française en politique internationale que ses successeurs auraient dû avoir le bon goût d'imiter, car il n'a été qu'un feu de paille.

Comme si l'Irak n'avait pas été suffisant ! Comme si les conséquences de cette terrible erreur (pour le reste du monde, pas pour les États-Unis, bien entendu, puisque cette décision faisait partie de leur stratégie) n'avaient pas assez sauté aux yeux de tous les gouvernements du monde et qu'il faille en rajouter ! Comme si la décision la plus intelligente quand on veut éteindre un feu, c'est jeter de l'huile dessus ou y rajouter des bûches ? Comme si la politique la plus subtile était de monter sur le char étatsunien et d'accompagner toutes les équipées de la Maison-Blanche et du Pentagone (pour lequel, rappelons-le, la guerre est une affaire absolument juteuse) !

Qu'on me dise un peu ce que la France (son gouvernement et ensuite son peuple qui en paie les conséquences) avait à gagner en attaquant la Libye, en détruisant ce qui était jusque-là un État fort et en la transformant en ce qu'elle est maintenant : un patchwork de tribus et d'ethnies ? Qu'on me dise un peu ce que la France avait à gagner en imposant de l'extérieur une guerre à l'un des rares États laïques et solides du Proche-Orient et du monde musulman ?

Et tout ça, quelle pitié ! uniquement pour renverser un président syrien qui n'a pas l'heur de plaire à Washington parce qu'il est l'allié de l'Iran, contre lequel la Maison-Blanche a une dent depuis 1979 ? Faut-il donc adopter sans broncher, quand on se dit représenter la France et mener une politique sensée, la politique *saloonesque* de Washington selon laquelle les problèmes se règlent à coups de bombes et par la force militaire ? Et maintenant que les États-Unis ont été contraints de mettre de l'eau dans leur vin et de négocier avec l'Iran, faute d'avoir pu renverser son gouvernement, quelle mine fera notre Hollande et son gouvernement et son parti

« socialiste », puisque l'un des motifs jamais dits de la guerre contre la Syrie était d'enlever à Téhéran l'un de ses alliés les plus solides et donc de l'affaiblir ?

Alors, oui, il faut le répéter : l'État islamique (ou Daesh, comme on voudra) s'est développé à toute allure sur cette guerre-ci, tout comme les champignons après la pluie. Parce que ce genre d'armée (Valls vient de dire que c'en était une) ne pullule que dans le chaos. Et du chaos, l'OTAN et ses premiers va-t-en guerre, Sarkozy et Hollande, en ont semé à tour de bras : l'Irak, la Libye, la Syrie (autrement dit, ce qui n'est pas un hasard, les gouvernements, les États laïques les plus solides du Moyen-Orient, puisque, contrairement, des monarchies archiréactionnaires et théocratiques comme l'Arabie saoudite, n'auront jamais rien à craindre, elles, de l'OTAN dont elles sont les meilleurs alliées).

Les parents aussi bien putatifs que biologique de l'État islamique, ce sont les gouvernements occidentaux qui, nul ne l'ignore, non seulement ne l'ont pas combattu quand il aurait été encore temps, mais l'ont accouché, puis l'ont soutenu, financé, approvisionné en armes (et même de celles dont ne disposent que des gouvernements constitués) tant que celui-ci leur convenait pour renverser Bachir el-Assad (ainsi que les autres groupements terroristes qualifiés ni plus ni moins que d'opposition modérée). Et comme tous les Frankenstein de l'histoire, le monstre inventé de toutes pièces a brisé ses liens, est sorti des laboratoires et, pour se venger (d'on ne sait quoi), fait la guerre à tout le monde, tue à gauche et à droite, pourfend les « infidèles », autrement dit tous ceux qui ne sont pas lui-même. Tandis que ses inventeurs, absolument dépassés par les événements, ne savent plus quoi faire pour le ramener à la raison...

Hollande va lui déclarer la « guerre à mort », qui est, j'ose le rappeler, justement la seule solution que ce sous-doué de Bush avait trouvée pour se venger du 11 septembre... On en a vu le résultat. Espérons du moins qu'il lui fera une « guerre » un peu plus sérieuse que dans le cadre de la « coalition » conduite – une fois de plus – par les États-Unis depuis plus d'un an et qui n'a servi

strictement à rien ! (Soit dit en passant, la Russie, avec le soutien du gouvernement légitime – je le rappelle – de Syrie et de son armée à terre a plus fait en un mois pour briser l'avancée de l'État islamique et à en desserrer l'étau et détruire ses infrastructures et sa logistique, ainsi que celles des autres groupes terroristes, que la « coalition » internationale dont tout le monde constate, par comparaison, qu'il ne s'agissait que de la poudre aux yeux. On ne saurait être à la fois l'allié et l'adversaire des terroristes, en choisissant entre bons terroristes, les miens, et mauvais terroristes, ceux d'en face...)

Alors, oui, coupable, Hollande, pour avoir contribué plus que quiconque à faire de l'État islamique – cet amalgame de « fous de Dieu » assoiffés de sang qui ne vivent que de tueries et de massacres d'innocents – ce qu'il est devenu : un Frankenstein incontrôlable !

Mais coupables aussi, les Français, pour avoir permis à leur classe politique de mener cette guerre immonde contre la Syrie ! Car, autant qu'il m'en souviennent, jamais personne, aucun parti, aucun mouvement syndical, aucun groupement d'intellectuels, aucune entité de la prétendue « société civile » n'a protesté contre cette guerre que Hollande et son gouvernement ont pu engager et mener comme s'ils avaient derrière eux l'approbation de la nation entière, toutes tendances confondues. Et ce, depuis maintenant cinq ans !

Combien de morts en France, mais surtout combien de dizaines de milliers d'autres morts en Syrie faudra-t-il donc pour que le peuple français oblige son gouvernement à cesser d'appuyer ses « bons » terroristes et à renoncer à sa si coûteuse idée fixe, qui vire à l'obsession : liquider Bachir el-Assad ?

Parce qu'apparemment les deux cent mille victimes à ce jour des cinq ans de guerre de l'OTAN et de la France contre la Syrie ne suffisent pas à faire prendre conscience aux Français que leur gouvernement fait absolument fausse route. Même pas quand les survivants déferlent en masse sur les côtes européens pour fuir l'horreur, l'effroi, la barbarie dont ils sont victimes ! Celles-ci sont des victimes « interlopes », comme dirait Brassens, des « métèques », qui, apparemment, ne pèsent pas,

sur la balance de la vie, autant que les victimes parisiennes. Comme toujours, il faut que les victimes soient européennes ou vivent dans le Premier monde pour que l'horreur éclate aux yeux de tous ! Voilà à peine quelques jours, il y a eu des dizaines de victimes dans un attentat terroriste au Liban, qui n'ont eu droit qu'à de petits entrefilets ! Sans parler des attentats dans le reste du Moyen-Orient, qui y sont devenus le pain quotidien.

Le monde s'émeut devant les attentats absolument condamnables de Paris. Tous les grands de ce monde y vont de leur petit couplet, à commencer par ceux qui sont les premiers responsables de l'existence de Daesh, les créateurs du Frankenstein, les seuls responsables, par leur politique erronée, du chaos régnant au Proche-Orient (je ne parlerai pas des bombardements sur le Yémen de l'Arabie saoudite, ce grand allié occidental qui a plusieurs fers au feu et mange à différents râteliers, sous l'œil complaisant et approbatif de l'OTAN). Mais aucun ne bat sa

coulpe...

Mais qui s'émeut en France depuis cinq ans (mais depuis bien avant ailleurs) devant les enfants syriens tués par les bombes et les armes de l'Occident, devant les civils innocents, les femmes, les personnes âgées dont le seul crime est de vivre sous un gouvernement qui ne plaît pas à Hollande et à son grand patron, la Maison-Blanche ?

Oui, je me demande que diantre Hollande avait à faire dans la galère syrienne ? Et les Français qui n'ont jamais dit mot ?

Alors, oui, émouvons-nous avec raison des morts parisiens, mais, vous les Français, agissez pour que votre gouvernement cesse de commettre les crimes qu'il commet aujourd'hui même en Syrie, par action et par omission...

Jacques-François Bonaldi

La Havane

Samedi 14 novembre 2015